



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement**

**Unité départementale du Bas-Rhin**

Affaire suivie par :

Woo-Hyun LEE

Tél : 03 88 13 08 59

Mél : [woo-hyun.lee@developpement-durable.gouv.fr](mailto:woo-hyun.lee@developpement-durable.gouv.fr)

Réf : 12653/WHL

Strasbourg, le 16 août 2022

**RAPPORT DE L'INSPECTION  
DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

**DOSSIER DE RÉEXAMEN IED**

**Objet :** Installations classées pour la protection de l'environnement

Dossier de réexamen IED

Société Reichstett Matériaux

10 Allée de l'Ecoparc Rhénan

67550 Vendenheim

**Pièce jointe :** projet de courrier à l'exploitant

1. Présentation de la demande
2. Avis et propositions de l'inspection des installations classées
3. Conclusion

Rédigé par :

L'inspecteur de l'environnement  
(Installations classées)

Woo-Hyun LEE

Vu, approuvé et transmis,

Pour le Directeur régional,  
La Cheffe de l'unité départementale  
du Bas-Rhin

Anita

BOTZ

anita.botz

Signature  
numérique de Anita  
BOTZ anita.botz  
Date : 2022.08.16  
08:37:21 +02'00'

Copie :

- Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est

14 rue du Bataillon de Marche N° 24 – BP 10001- 67050 STRASBOURG Cedex

9h30-11h30 / 14h00-16h00 – Tram A-D ou bus 17-19 La Rotonde

Tel : 03 88 13 05 00 - site internet : <http://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr>

## 1 – PRÉSENTATION DE LA DEMANDE

La société Reichstett Matériaux exploite un centre de traitement de déchets à VENDENHEIM, sur des terrains préalablement dépollués précédemment occupés par la raffinerie de pétrole. Ce site est régi par un arrêté préfectoral d'autorisation du 18 juin 2018.

Le projet a été notamment construit en référence aux conclusions sectorielles sur les MTD alors en voie de finalisation.

Le centre de traitement de déchets relève de la Directive européenne dite « IED » n°2010/75/UE relative aux émissions industrielles à travers son classement sous la rubrique n° 3510 – **Elimination ou valorisation des déchets dangereux**. Le site est en effet autorisé à exploiter une installation de traitement biologique (bioterre ou landfarming) et physico-chimique (traitement à la chaux ou lavage) de terres polluées dangereuses, dont la capacité est de 300 t/jour (le seuil de la directive IED étant fixé à 10 t/jour). Les « conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets » ont été publiées le **10 août 2018** (en référence au document BREF « Traitement des Déchets » -BREF WT : Waste Treatment).

A ce titre, la société Reichstett Matériaux a remis :

- le 4 février 2019, un rapport de base, contenant les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation (article R. 515-59 du Code de l'environnement) ;
- le 6 mai 2021, un dossier de réexamen, prenant en compte les dernières conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) qui concernent le site. L'analyse de la conformité des MTD a été réalisée conformément au Guide de mise en œuvre de la directive sur les émissions industrielles de juillet 2017. Les impacts sur l'environnement des installations ne suscitent pas d'inquiétudes particulières.

## 2 – ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

### 2-1 Le rapport de base :

Le rapport de base révisé, transmis à l'inspection le 4 février 2019, est conforme sur la forme au Guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la Directive IED, version 2.2 d'octobre 2014.

La conclusion de ce rapport mentionne que :

- *Concernant les sols :*

Les résultats sont conformes aux valeurs de gestion définies pour les différentes familles composées dans le plan de gestion (rapport RA 14.385B). Les concentrations résiduelles sont supérieures aux critères de gestion après l'extension des fouilles se trouvant en limite de l'emprise DD6.

Lors de l'inspection du 4 juin 2019, le rapport de dépollution des terrains de la zone DD6 de l'ancienne raffinerie avait été vu sur place. Il concluait à l'atteinte des objectifs de dépollution pour ce secteur.

- **Concernant les eaux souterraines :**

Les résultats sont conformes aux objectifs de réhabilitation des eaux souterraines avec l'absence d'hydrocarbures en phase libre.

L'exploitant a transmis à l'inspection les rapports semestriels d'analyses des eaux souterraines de 2019 au 2022 (1<sup>er</sup> semestre). Il ressort de ces documents les informations suivantes :

Paramètres [Seuil de potabilité]	Piézomètres amont		Piézomètres aval	
	Pz 3 S <sub>1</sub> 19 S <sub>2</sub> 19 S <sub>1</sub> 21 S <sub>2</sub> 21  S <sub>1</sub> 22	Pz 4 S <sub>1</sub> 19 S <sub>2</sub> 19 S <sub>1</sub> 21 S <sub>2</sub> 21 S <sub>1</sub> 22	Pz 1 S <sub>1</sub> 19 S <sub>2</sub> 19 S <sub>1</sub> 21 S <sub>2</sub> 21 S <sub>1</sub> 22	Pz 2 S <sub>1</sub> 19 S <sub>2</sub> 19 S <sub>1</sub> 21  S <sub>2</sub> 21 S <sub>1</sub> 22
HC [1000 µg/l] C5-C10 C10-C40 C5-C40		370   455   700   434 659 1690 1860  359  375 467 2060 2315 1059 809 1126	5950 5930  3550 5120 5218 506   529  292  536   441 6456 6459 3842 5656 5659	
Benzène [1 µg/l]			<5   7,31   <0,5   17,4   9,87	
Fe [200 µg/l]	3320  9300 3190  2410  1520	2330   1910   930   640  1540	2190   1398   4460   930   1130	1350   4470  650  460  1180

S<sub>1</sub>XX = 1<sup>er</sup> semestre 20XX, S<sub>2</sub>XX = 2<sup>e</sup> semestre 20XX. Les dépassements du seuil de potabilité sont en **caractère gras**. [en 2020, pas de rapport d'analyse suite à la pandémie COVID]

Les résultats de la campagne de mars 2022 présentent, sur l'ensemble, des points de prélèvements du site des teneurs en fer supérieures à la valeur de référence. Ces teneurs restent inférieures à celles relevées lors de la campagne initiale en mars 2019.

Au niveau du piézomètre Pz1, la teneur en hydrocarbures C5-C10 est de 5218 µg/l, supérieure à la valeur de référence. Cette teneur reste inférieure à celle relevée lors de la campagne initiale en mars 2019.

Le benzène présente également une teneur (9,87 µg/l) supérieure à la valeur de référence. Cette teneur est supérieure à celle relevée lors de la campagne initiale (en mars 2019, la teneur en benzène est inférieure à 5 µg/l).

Ces diverses pollutions sont le reliquat de l'activité passée de la raffinerie de pétrole.

## 2-2 Le dossier de réexamen :

Les informations les plus importantes du dossier de réexamen sont les suivantes :

Le périmètre IED correspond aux installations relevant des rubriques 3510 (traitement biologique/physico-chimique de terres, gravats ou enrobés pollués), 3550 (stockage temporaire de déchets dangereux) et 3532 (valorisation de déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Il n'y a pas d'installation connexe, ni d'installation exclue du périmètre.

Le BREF principal pris en compte pour ce dossier de réexamen est le BREF Traitement des déchets WT. Le dossier de réexamen indique que 31 des 53 MTD du BREF WT s'appliquent à l'établissement et que 22 ne sont pas applicables.

L'article R. 515-70 du Code de l'environnement précise au point III que « Les prescriptions dont est assortie l'autorisation sont réexaminées et, si nécessaire, actualisées au minimum dans

*les cas suivants : a) La pollution causée est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté d'autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission ;*

*b) La sécurité de l'exploitation requiert le recours à d'autres techniques ;*

*c) Lorsqu'il est nécessaire de respecter une norme de qualité environnementale, nouvelle ou révisée. »*

Le dossier de réexamen mentionne que : « La société Reichstett Matériaux ne propose aucune mise à jour de l'arrêté préfectoral applicable à son site de Vendenheim ».

En outre, l'exploitant ne demande pas de dérogation. Au vu de ces conclusions, le réexamen IED ne nécessitait pas de mener des consultations spécifiques.

### **3 – CONCLUSION**

L'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED rend opposable l'ensemble des prescriptions imposées par les nouvelles conclusions sur les MTD. Il n'est donc pas nécessaire de les transcrire dans un arrêté préfectoral complémentaire. L'inspection propose donc l'envoi d'un courrier à l'exploitant (voir projet de courrier joint), de façon à acter le fait qu'il ait répondu à l'obligation de réexamen prescrite au titre de la directive « IED ».

\*\*\*



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Coordination des Politiques  
Publiques et de l'Appui Territorial  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

Affaire suivie par : Woo-Hyun LEE

Mél : [woo-hyun.lee@developpement-durable.gouv.fr](mailto:woo-hyun.lee@developpement-durable.gouv.fr)

Réf : 12653/WHL

Strasbourg, le **DATE**

**La Préfète du Bas-Rhin**

à

**Monsieur Ludovic HANTZ  
Gérant de la société  
Reichstett Matériaux  
10 Allée de l'Ecoparc Rhénan  
67550 VENDENHEIM**

Monsieur,

L'Inspection des installations classées a examiné votre dossier de réexamen remis le 6 mai 2021, en application de la transposition en droit français de la directive 2010/75/EU « IED ».

Je prends acte de ce dossier et vous rappelle que l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, s'applique de plein droit à vos installations de Vendenheim.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

La Préfète,

